

par Rojinfo

En Grande Bretagne, des associations kurdes et autres accusent l'ONG Amnesty International d'hypocrisie et questionnent ses valeurs après que son antenne de Londres ait fait appel aux forces de l'ordre pour évacuer de ses locaux des manifestants pacifiques.

Mercredi 24 avril, un groupe d'activistes associatifs, dont deux grévistes de la faim, ont occupé le siège d'Amnesty international Londres. Ils demandaient à l'ONG de sortir de son silence concernant l'isolement carcéral imposé au leader kurde Abdullah Öcalan sur l'île-prison d'Imrali et la grève de la faim menée par plus de 7.000 personnes, majoritairement des prisonniers politiques kurdes, pour exiger de la Turquie de mettre un terme à cet isolement.

Leur demande n'ayant pas été satisfaite, les activistes ont fait savoir qu'ils ne quitteraient pas les locaux d'Amnesty tant que celle-ci garderait le silence sur le vaste mouvement de grève de la faim initié le 7 novembre 2018, dans la prison de Diyarbakir, par la Députée kurde Leyla Güven.

Dans la nuit du 26 au 27 avril, la police anglaise est intervenue à la demande d'Amnesty pour évacuer les occupants. Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux lors de cette évacuation forcée témoignent de la violence particulière des forces de police à l'égard des manifestants qui, assis, enchaînés les uns aux autres, crient « Shame on you Amnesty ».

Les 15 activistes placés en garde à vue dans le cadre de cette évacuation ont été libérés samedi soir. Mis en examen, ils sont soumis à un contrôle judiciaire leur interdisant de circuler dans un périmètre de 200 mètres autour du siège londonien de l'ONG.

Dans un communiqué, un collectif d'associations kurdes et de migrants a dénoncé l'attitude de l'ONG : « Amnesty International ignore délibérément les exigences de millions de Kurdes et refuse de défendre les droits humains et le droit international s'agissant de l'isolement imposé à d'Abdullah Ocalan. »

Soulignant que, par le passé, Amnesty international avait refusé de faire campagne pour le dirigeant sud-africain Nelson Mandela, le collectif a indiqué que les responsables de l'ONG s'étaient eux-même rendus coupables de violations de droits en privant les manifestants d'eau, d'air frais, allant même jusqu'à leur interdire l'utilisation des toilettes.

« Si l'objectif d'Amnesty International est, comme elle le prétend, de défendre les droits humains, alors elle doit écouter nos demandes et prendre des mesures urgentes. Cela soulève la question suivante : Amnesty, est-elle une organisation de défense ou de violation des droits humains? », ajoute le communiqué.

En conclusion, les auteurs du communiqué ont réitéré leurs demandes à Amnesty International: « Appeler le gouvernement turc à respecter les droits fondamentaux de ses citoyens, en particulier des prisonniers politiques, dont plus de 7 000 sont en grève de la faim, et à mettre fin à l'isolement carcéral, notamment d'Abdullah Öcalan; lancer un appel mondial urgent à l'action contre le gouvernement turc. »